

Date d'envoi à la publication : 29 novembre 2024

Questions et réponses
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à caractère juridique en
vue des travaux d'atterrissage de la DSP actuelle du Port de Longoni
et de la mise en place d'une nouvelle gouvernance du port.

Question 1 :

Le règlement de la consultation relatif au marché de services juridiques intitulé « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à caractère juridique en vue des travaux d'atterrissage de la DSP actuelle du Port de Longoni et de la mise en place d'une nouvelle gouvernance du port » semble conditionner, de manière très restrictive et inédite, la capacité à candidater à la détention d'un ou de certificat(s) de spécialité dans l'une ou l'autre des disciplines juridiques qui y sont répertoriées.

Comme vous le savez, les certificats de spécialité, qui ne sont pas des diplômes, sont sollicités auprès des CRFPA par les avocats intéressés en vue d'attester de leur expérience professionnelle dans un domaine déterminé. Or, nombre de praticiens du droit, pourtant spécialisés en raison de leur expérience professionnelle et de leurs diplômes, ne demandent pas de tels certificats.

Auriez-vous l'amabilité de confirmer que la liste des références professionnelles ainsi que l'indication des qualifications universitaires, qui sont par ailleurs exigées, suffiront, comme il est d'usage, à vous renseigner sur les qualités des différents soumissionnaires ?

Réponse 1 :

La production de certificats de spécialité n'est pas une obligation. La liste détaillée des références professionnelles et des qualifications universitaires des membres de l'équipe dédiée à la mission pourra suffire (CV détaillée de chaque intervenant en indiquant son profil).

Question 2 :

Vous n'êtes pas sans savoir qu'en matière de droit international, qu'il soit en lien avec les « affaires » ou non, une distinction est opérée entre le droit international public et le droit international privé. Dans les deux cas de figure, il paraît difficile d'envisager le lien entre la maîtrise de ces disciplines et l'objet du marché tel qu'il est défini dans les documents de la consultation, à savoir, d'une part, l'audit des conditions d'exécution de la délégation actuelle de service public relatif à la gestion du Port de Longoni et, d'autre part, la détermination de la future gouvernance de cette même infrastructure.

S'agissant de la finance, nous comprenons que la mention de cette matière, dont la connaissance



**Service achats et exécution des
de marchés publics/CS**

Date d'envoi à la publication : 29 novembre 2024

ne relève pas de la profession d'avocat, constitue une erreur matérielle.

Nous vous serions dès lors reconnaissants de bien vouloir nous confirmer qu'il n'est pas nécessaire de disposer de compétences en « droit international des affaires » ainsi qu'en « finance » pour se porter candidat au marché de services juridiques précité.

Réponse 2 : Effectivement la maîtrise de ces disciplines (droit international des affaires et finance) n'est pas obligatoire pour candidater au marché, mais elle sera considérée comme un plus dans l'analyse de ce critère.